



GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC

« Logistique et Restauration Hospitalière »

PROCEDURE ADAPTEE

MARCHE PUBLIC DE CONTRÔLE TECHNIQUE

**PROJET DE CONSTRUCTION ET DE
RESTRUCTURATION D'UN BÂTIMENT DE
LOGISTIQUE ET DE RESTAURATION
HOSPITALIERE SUR LE SITE DE L'HOPITAL SAINT
JACQUES DU CHU DE NANTES**

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ.....	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. MAITRISE D'OUVRAGE	4
1.3. POUVOIR ADJUDICATEUR / ACHETEUR.....	5
1.4. AUTRES INTERVENANTS	5
1.4.1. Maîtrise d'œuvre et entreprise générale	5
1.4.2. Coordination du système de sécurité incendie (CSSI)	5
1.4.3. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)	5
1.4.4. Coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS)	5
1.4.5. Conduite d'opération	5
1.5. PROCEDURE RETENUE.....	6
1.6. PRESTATIONS SIMILAIRES	6
1.7. FORME DU MARCHÉ	6
1.8. DUREE DU MARCHÉ	6
1.9. PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
1.9.1. Pièces à valeur contractuelle.....	7
1.9.2. Respect des textes et de la réglementation en vigueur	7
1.9.3. Notification et Nantissement du marché	7
1.10. INFORMATIONS RELATIVES AU PROJET / A L'OUVRAGE	8
1.11. SPECIFICITES DES TRAVAUX.....	8
ARTICLE 2 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	10
2.1. DEFINITION DE LA MISSION.....	10
2.2. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION	11
2.3 EXIGENCES PARTICULIERES DU MAITRE D'OUVRAGE	13
2.4 DELAIS POUR LA REMISE DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 3 : RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE.....	14
3.1 AGREMENT MINISTERIEL.....	14
3.2 IDENTIFICATION DES RESPONSABLES TECHNIQUES DESIGNES.....	14
ARTICLE 4 : PRIX ET REGLEMENT	15
4.1. PRIX	15
4.1.1. Forme du prix	15
4.1.2. Contenu du prix	15
4.1.3. Unité monétaire	16
4.2. VARIATION DU PRIX.....	16
4.2.1. Coefficient de révision	16
4.2.2. Mois d'établissement du prix du marché	16
4.2.3. Choix de l'indice de référence	16

4.3. MODALITES DE REGLEMENT	17
4.3.1. Avance	17
4.3.2. Règlements partiels définitifs	17
4.3.3. Mode de règlement	19
4.3.4. Délai de paiement – intérêts moratoires	19
4.3.5. Présentation et transmission des demandes de paiement	20
4.4. RETENUE DE GARANTIE - CAUTIONNEMENT	21
ARTICLE 5 : PENALITES	21
5.1. PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER ET AUTRES	21
5.2. PENALITES DURANT LA PHASE DE CONCEPTION.....	21
5.3. PENALITES DURANT LA PHASE DE REALISATION.....	22
5.4. MODALITES D'APPLICATION.....	22
ARTICLE 6 : ASSURANCES	23
6.1. Assurance RC professionnelle de droit commun.....	23
6.2. Assurance RC de responsabilité décennale	23
ARTICLE 7 : UTILISATION DES RESULTATS.....	24
ARTICLE 8 : ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	24
8.1. ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS	24
8.2. INDEMNITES	24
ARTICLE 9 : RESILIATION DU MARCHE.....	24
9.1. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL.....	24
9.2. RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE DU MARCHE	25
9.3. RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE.....	25
ARTICLE 10 : DIFFRENDIS ET LITIGES	25
ARTICLE 11 : LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	25

ARTICLE 1 : CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de contrôle technique prescrites tout particulièrement par les articles L.125-1 à L.125-5 et R.125-17 à R.125-21 du code de la construction et de l'habitation.

Les interventions du contrôleur technique, titulaire du marché, s'effectueront dans le cadre du **projet de construction et de restructuration d'un bâtiment de logistique et de restauration hospitalière, sur le site de l'Hôpital Saint Jacques à Nantes, pour le Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Logistique et Restauration Hospitalière »**.

Le présent GIP est considéré comme « *une structure de coopération sanitaire dotée de la personnalité morale de droit public* » au sens de l'article L. 6134-1 du code de la santé publique, pouvant recourir au **marché global sectoriel (MGS)**, en application des dispositions des articles L. 2171-1 et L. 2171-5 du code de la commande publique.

Ainsi, le marché global sectoriel (MGS) sur lequel portent les prestations de contrôle technique, relevant du présent marché comprennent la conception, la construction et la restructuration, l'aménagement, l'entretien et la maintenance de bâtiments et des équipements d'une nouvelle cuisine centrale (UCP), avec plateforme alimentaire, plateforme déchets et laverie mutualisée.

Pour la bonne compréhension dudit projet, le programme technique détaillé (PTD) ainsi que l'Avant-Projet Sommaire (APS) retenu à l'issue de la passation du MGS sont joints dans le dossier de consultation.

Le présent Cahier des Clauses Particulières dit « CCP » stipule les conditions d'exécution des présentes prestations de contrôle technique.

1.2. MAITRISE D'OUVRAGE

Le Maître de l'Ouvrage est :

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (GIP)
« Logistique et Restauration Hospitalière »
Représenté par son Directeur
Hôpital Saint Jacques / Providence
85, rue Saint Jacques 44 093 NANTES CEDEX 01
SIRET : 941.712.804.00017

Le présent GIP est composé du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes (CHU de Nantes) et du Centre Hospitalier de Maubreuil à Saint Herblain.

1.3. POUVOIR ADJUDICATEUR / ACHETEUR

Le Pouvoir adjudicateur/ Acheteur est :

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (GIP)
« Logistique et Restauration Hospitalière »
Représenté par son Directeur
Hôpital Saint Jacques / Providence
85, rue Saint Jacques 44 093 NANTES CEDEX 01
SIRET : 941.712.804.00017

1.4. AUTRES INTERVENANTS

1.4.1. Maîtrise d'œuvre et entreprise générale

Le Maître de l'Ouvrage a fait le choix de recourir à un **marché global sectoriel (MGS)**, en application des dispositions des articles L. 2171-1 et L. 2171-5 du code de la commande publique, comprenant la conception, la construction et la restructuration, l'aménagement, l'entretien et la maintenance de bâtiments et des équipements d'une nouvelle cuisine centrale (UCP), avec plateforme alimentaire, plateforme déchets et laverie mutualisée.

1.4.2. Coordination du système de sécurité incendie (CSSI)

La mission de coordination du système de sécurité incendie est incluse dans le marché global sectoriel sus-visé.

1.4.3. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

La mission Ordonnancement, Coordination et Pilotage est incluse dans le marché global sectoriel sus-visé.

1.4.4. Coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS)

La coordination sécurité et protection de la santé sera assurée par un coordonnateur non recruté à ce jour.

1.4.5. Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par un AMO extérieur au Maître de l'Ouvrage qui est actuellement en cours de recrutement.

1.5. PROCEDURE RETENUE

La procédure de consultation retenue est une procédure adaptée ouverte en application de l'article L.2123-1, aux articles R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la Commande Publique.

1.6. PRESTATIONS SIMILAIRES

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, un marché négocié sans mise en concurrence et sans publicité préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché précédent.

1.7. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché public est un marché ordinaire.

1.8. DUREE DU MARCHÉ

La durée du présent marché résulte du délai d'exécution prévisionnel du marché global sectoriel (MGS) qui a démarré le 31/03/2025 dont les derniers travaux devraient se terminer le 14/02/2028, selon le planning de l'opération joint au dossier de consultation.

Le marché de contrôle technique prendra effet à compter de sa date de notification à son titulaire qui devrait intervenir début mai 2025, jusqu'à la fin des travaux de la PSE n°1 relative à la rénovation de l'enveloppe extérieure du bâtiment existant.

Le titulaire du présent marché débutera l'exécution de ses prestations en émettant **un avis motivé sur l'APS** du projet qui a été retenu à l'issue de la passation du marché global sectoriel et qui est déjà validé par le Maître de l'Ouvrage (se référer au point 1 de l'article 2.2 ci-après).

Les interventions du contrôleur technique s'achèveront à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, tel qu'il est défini à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux.

La durée prévisionnelle du présent marché est dès lors de quatre (4) années, période de garantie de parfait achèvement relative à la PSE n°1 incluse.

1.9. PIÈCES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

1.9.1. Pièces à valeur contractuelle

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
2. La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
3. Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
4. Le Programme Technique Détaillé
5. L'Avant-Projet Sommaire retenu à l'issue de la passation du marché global sectoriel
6. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de contrôle technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999
7. La Norme française NF P 03-100 du 20 septembre 1995 : critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction
8. Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles (NOR: ECOM2106874A), dans sa version en vigueur à la date de signature du marché et sous réserve des dérogations expressément prévues dans le présent CCP
9. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
10. Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre, dans la limite du présent ordre de préséance des pièces du marché, et sans pouvoir limiter en aucune façon la portée ou le contenu du prix global forfaitaire telle que définie par les autres pièces du marché

1.9.2. Respect des textes et de la réglementation en vigueur

Le titulaire du présent marché s'engage, dans l'exécution de son marché, à respecter les règles générales de construction, et l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment issues du Code de l'urbanisme, du code de la construction et de l'habitation, ainsi que du code de l'environnement, applicables à la présente opération, et à veiller à leur stricte application.

Le montant du marché est réputé en tenir compte.

1.9.3. Notification et Nantissement du marché

La notification du marché comprend une copie délivrée sans frais au titulaire du marché, de l'acte d'engagement et la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF ainsi que de tous documents nouveaux ou modifiés de manière non substantielle par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-PI, la notification ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives du marché.

Le titulaire peut céder ou nantir tout ou partie des créances résultant du présent marché, conformément aux dispositions de l'article R.2191-45 du code de la commande publique.

Le Maître de l'Ouvrage délivre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire, au nantissement ou à la cession du marché, sur demande écrite du titulaire.

1.10. INFORMATIONS RELATIVES AU PROJET / A L'OUVRAGE

Par application de l'article 13 du CCTG et de l'article 61 de la norme NFP 03-100, il est précisé que les dispositions du marché de contrôle technique ainsi que le programme de l'opération se substituent au cadre défini en annexe C du CCTG et à la note d'information sur le programme, en annexe B de la norme NF P 03-100.

1.11. SPECIFICITES DES TRAVAUX

Les travaux seront exécutés dans le cadre d'un marché global sectoriel (MGS), en application des dispositions des articles L. 2171-1 et L. 2171-5 du code de la commande publique, portant sur la conception, la construction et la restructuration, l'aménagement, l'entretien et la maintenance de bâtiments et des équipements d'une nouvelle cuisine centrale (UCP), avec plateforme alimentaire, plateforme déchets et laverie mutualisée, sur le site de l'Hôpital Saint Jacques à Nantes.

Le titulaire du MGS a contractualisé avec le GIP « Logistique et Restauration Hospitalière » un marché associant :

- La conception, la construction et la restructuration de bâtiments et de l'équipement de production nécessaire à la satisfaction des termes et exigences du Programme Technique Détaillé ;
- L'entretien et la maintenance du bâtiment et des équipements de production.
- La démolition, le démantèlement, l'évacuation et le traitement des déchets issus des bâtiments et équipements existants non réutilisés.

Les travaux seront réalisés à cette adresse, sur un site hospitalier en activité :

Hôpital Saint Jacques

85, rue Saint Jacques à Nantes

Le montant de l'ensemble des travaux s'élève **15 375 237.67 € HT** (valeur janvier 2025), selon la décomposition suivante, à savoir :

Coût travaux de construction (Travaux préparatoires / phase A / phase B)	13 995 048,67 € HT
PSE 1 : Les travaux de rénovation de l'enveloppe du bâtiment existant (hors toiture)	949 306,00 € HT
PSE 2 : Les travaux de rénovation de l'isolation et étanchéité en toiture	430 883,00 € HT
Total HT	15 375 237,67 €
Coût équipements restauration	5 298 176,33 €
Total HT	20 673 414,00 €

Les ouvrages à construire et à restructurer sont considérés comme des **établissements recevant des travailleurs (ERT) soumis aux dispositions du code du travail d'un point de vue de la réglementation incendie.**

ARTICLE 2 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

2.1. DEFINITION DE LA MISSION

Les prestations de contrôle technique devront être exercées en conformité avec la norme française NFP 03-100 mentionnée à l'article 1.9.1 ci-avant relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Le contrôleur technique devra intervenir sur une mission de base et des missions complémentaires telles que définies par le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique, à savoir :

A. Mission de base

La mission de base est composée des éléments suivants :

- **Mission L** relative à la solidité des ouvrages et les éléments d'équipements indissociables
- **Mission S (STI)** relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments industriels et tertiaires

B. Missions complémentaires

Les missions complémentaires sont les suivantes, à savoir :

- **Mission PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- *Depuis la publication du Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, cette mission complémentaire PS doit être confiée au contrôleur technique pour les opérations qui en relèvent avec les missions de base L+S*
- **Mission P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- **Mission LE** relative à la solidité des existants
- **Mission F** relative au fonctionnement des installations
- **Mission TH** relative à l'isolation thermique des bâtiments et aux économies d'énergie
- **Mission PHa** relative à l'isolation acoustique
- **Mission HAND** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- **Mission AV** relative à la stabilité des avoisinants

C. Autres missions

Il devra également intervenir sur deux autres missions :

- **Mission VIEL** relative à la vérification **initiale** des installations électriques en application des articles R4226-14 et R4226-15 du Code du travail (avec prise en compte des équipements non indissociablement liés)
- **Attestation HAND (d'accessibilité : ACCESS)** certifiant, après contrôle, de la prise en compte et de la mise en œuvre des règles concernant l'accessibilité des personnes handicapées en application des articles L.111-7-4 et R. 111-19-27 du Code de la construction et de l'habitation.

2.2. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

Le contrôle devra intervenir dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique et approuvé par le Décret n°99-443 du 28 mai 1999 et par la norme NFP 03-100 citée dans le CCTG.

Les phases de la mission sont celles prévues par l'article 11 du CCTG.

Les actes techniques correspondant à chacune de ces phases sont ceux qui sont mentionnés dans l'annexe B du CCTG, avec les compléments et précisions suivants, pouvant constituer de dérogations aux documents précités.

Aussi, pour remplir sa mission, le contrôleur technique est tenu d'accomplir un certain nombre d'actes lors de chaque phase de la présente opération, à savoir :

1. Phase d'examen des documents de conception

Dès que le marché sera notifié, son titulaire devra émettre un avis motivé sur l'APS du projet qui a été retenu à l'issue de la passation du marché global sectoriel et qui est déjà validé par le Maître de l'Ouvrage. Un rapport complet devra être transmis au Maître de l'Ouvrage **sous 8 jours calendaires maximum à compter du lendemain de la date de notification du présent marché.**

Les actes techniques à accomplir par le titulaire au titre de cette phase sont, outre ceux mentionnés dans l'annexe B du CCTG, les suivants :

- Participation, en tant que de besoin, à des réunions de concertation et de mise au point avec le titulaire du marché global sectoriel et/ou le Maître de l'Ouvrage ;
- Participation à la concertation avec les autorités chargées de la sécurité et de l'accessibilité préalablement à la demande de permis de construire, puis participation aux éventuelles commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Examen des dossiers de demandes d'autorisation administratives (demande de permis de construire et demande de permis de démolir) ;
- Délivrance de l'attestation prévue à l'article R. 431-16 d/ du code de l'urbanisme lorsqu'elle est à joindre à la demande de permis de construire ;
- Etablissement du rapport initial de contrôle technique ;
- Emission d'un avis et de propositions relatifs à l'autocontrôle à exiger des entreprises en cours d'exécution des travaux ;
- Production d'une liste des essais, vérifications et documents à exiger des entreprises préalablement à la réception des travaux ;
- Examen et contrôle des modifications demandées par le Maître de l'Ouvrage ou proposées par le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.

2. Phase d'examen des documents d'exécution : formulation d'avis après examen des documents. Il est précisé que les examens prévus par la norme NFP 03-100 pour cette phase sont strictement indépendants des visas délivrés par le maître d'œuvre.

3. Phase d'examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle

Les actes techniques à accomplir par le titulaire au titre de cette phase sont, outre ceux mentionnés dans l'annexe B du CCTG, les suivants :

- Participation régulière aux réunions de chantier au caractère hebdomadaire, pour les parties de ces réunions le concernant. Cette participation ne vaut pas visite au sens de l'alinéa suivant;
- Examens visuels, à l'occasion de visites régulières de chantier, des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle ;
- Vérification du respect par les titulaires des marchés de travaux de l'autocontrôle auquel ils doivent procéder ;
- Etablissement régulier (bimensuel a minima) d'un état de la prise en compte des observations formulées par le contrôleur technique ;
- Examen de toute disposition modificative introduite, à l'initiative du Maître de l'Ouvrage, pendant l'exécution des travaux ;
- Information particulière à la maîtrise d'ouvrage sur tout ouvrage éventuellement exécuté, sans avis favorable que le contrôleur technique pourrait constater ;

4. Phase préalable à la réception : émission du ou des rapport(s) final (aux) de contrôle technique (y compris attestation d'accessibilité/HAND) sur demande expresse du Maître de l'Ouvrage ou transmission dans un délai de 8 jours calendaires maximum avant la commission de sécurité et d'accessibilité le cas échéant.

Lors de cette phase le titulaire devra également veiller à ce que tous les essais et vérifications à la charge du titulaire du MGS aient été effectués, et que tous les documents qui en découlent aient été produits valablement

5. Assistance et participation à la visite éventuelle ou aux visites éventuelles de la commission de sécurité et d'accessibilité et également aux visites de préparation amont (essais, simulations etc...)

6. Phase vérification complète dite « initiale » des installations électriques et de tous les récepteurs électriques préalablement à la mise à disposition pour les utilisateurs : émission du(es) rapport(s) de contrôle des installations électriques

7. Phase examen des travaux effectués pendant les délais de garantie de parfait achèvement. : formulation d'avis sur des travaux de parfait achèvement pendant la période de garantie de parfait achèvement

Les conditions suivantes devront en outre être appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au Maître de l'Ouvrage ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au Maître de l'Ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle technique de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le Maître de l'Ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :
 - Informer, dès l'origine, le maître d'œuvre, les entreprises, le contrôleur technique et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
 - Donner au contrôleur technique copie du permis de construire, s'il y a lieu ;
 - Donner au contrôleur technique le libre accès aux chantiers et autres lieux d'exécution des travaux intéressant la construction, pour laquelle son intervention a été requise et, d'une façon générale, lui permettre l'exercice de sa mission dans des conditions normales d'efficacité et de sécurité.

2.3 EXIGENCES PARTICULIERES DU MAITRE D'OUVRAGE

La présence du contrôleur technique est obligatoire à toutes les réunions auxquelles il aura été convoqué (y compris réunions de chantier), et ceci tout au long du chantier.

Au-delà des réunions auxquelles il aura été convoqué, le contrôleur technique devra effectuer des contrôles sur place, leur fréquence dépendra du stade de réalisation de l'ouvrage. Ces visites feront l'objet d'un compte rendu envoyé aux acteurs concernés.

En application de l'article 46 du Décret n°95-260 du 8 mars 1995, le contrôleur technique devra prendre toutes les dispositions nécessaires à la préparation des éventuelles visites de la commission de sécurité. Sa présence est impérative à chaque visite.

Le contrôleur technique est également tenu d'établir des avis écrits sur tout document qui lui est communiqué et de répondre par écrit à toute question qui lui est posée. L'ensemble de ses avis et documents émis devront être d'une grande clarté dans leur rédaction : précision, argumentation, termes explicites et sans équivoque, etc

Lorsque des documents de conception, ayant déjà fait l'objet d'un avis ou d'un rapport du contrôleur technique, sont établis dans une nouvelle version, il est tenu d'examiner cette nouvelle version et d'émettre un avis ou un rapport actualisé.

2.4 DELAIS POUR LA REMISE DES PRESTATIONS

Le délai maximum pour l'émission d'un rapport est de **15 jours calendaires** à partir de la réception par le titulaire du marché du dossier de conception à étudier, adressé par le Maître de l'Ouvrage (*exception faite de l'APS où le délai maximum est de 8 jours calendaires à compter du lendemain de la notification du présent marché*).

Toutefois, le(s) rapport(s) final(aux) de contrôle technique doit(vent) être remis, y compris le rapport de vérification initiales des installations électriques, l'attestation d'accessibilité/HAND ainsi que toutes les autres attestations requises, **au plus tard dans un délai de 10 jours calendaires maximum avant la commission de sécurité et d'accessibilité le cas échéant ou à la date officiellement prescrite par le Maître de l'Ouvrage.**

Concernant les documents d'exécution, l'avis doit être formulé **dans les 8 jours calendaires qui suivent leur réception.**

Concernant les contrôles sur chantier, un compte rendu doit être établi au plus tard **dans les 3 jours calendaires qui suivent chaque visite.**

Le délai maximum pour la réponse à une question émanant soit du Maître de l'Ouvrage, soit du Maître d'œuvre, soit de l'entreprise est de **3 jours calendaires**, à compter de sa communication au contrôleur technique.

En cas de non-respect des délais susvisés, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités fixées à l'article 5 ci-après.

ARTICLE 3 : RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE

3.1 AGREMENT MINISTERIEL

Le titulaire du marché est tenu de détenir l'agrément ministériel des contrôleurs techniques en cours de validité prévu aux articles L.125-3 et R.125-1 du code de la construction et de l'habitation.

En cas de retrait ou de non renouvellement d'agrément, le titulaire du marché devra aviser rapidement le Maître de l'Ouvrage en lui adressant un courrier avec accusé de réception.

3.2 IDENTIFICATION DES RESPONSABLES TECHNIQUES DESIGNES

Le titulaire du marché s'engage à affecter à la conduite des prestations le(s) responsable(s) technique(s) qualifié(s) nommément désigné(s) dans l'acte d'engagement pour signer au cours de l'exécution du marché les avis prévus à l'article 11 du CCTG et à son annexe B.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable, ce dernier sera dûment représenté par le suppléant indiqué à cet effet dans l'acte d'engagement.

Le titulaire du marché s'engage, dans la limite du droit des salariés à la démission et du cas de force majeure, à maintenir chaque personne dans son rôle et sa fonction pendant toute la durée du marché, sauf si le Maître de l'Ouvrage donne son accord exprès au remplacement d'une personne.

Les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-PI sont applicables.

Par ailleurs, le Maître de l'Ouvrage conserve la faculté de récuser en cours d'exécution du présent marché, toute personne dont le comportement ou la probité ne seraient pas jugés selon lui compatibles avec le bon déroulement de la présente mission.

ARTICLE 4 : PRIX ET REGLEMENT

4.1. PRIX

4.1.1. Forme du prix

Le prix du marché est global et forfaitaire dont le montant est stipulé à l'article B1 de l'acte d'engagement.

La décomposition de ce prix est précisée, dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) annexée à l'acte d'engagement.

Si la durée effective des travaux n'excède pas de plus de 3 mois la durée prévue (hors liquidations éventuelles d'entreprises adjudicataires), le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation.

De même, si le montant des travaux n'excède pas 5% d'augmentation (liée uniquement à des modifications de programme), le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation.

4.1.2. Contenu du prix

Le prix est réputé complet étant donné qu'il doit couvrir l'ensemble des frais engagés par le titulaire du marché pour exécuter l'intégralité de sa mission.

Les frais relatifs à la participation aux réunions, aux déplacements, à la reprographie des documents intermédiaires et définitifs, à la fourniture des supports papier et informatique sont inclus dans le prix.

De même, ce prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations de ce marché.

Ce prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

4.1.3. Unité monétaire

L'unité monétaire retenue est l'euro (€).

4.2. VARIATION DU PRIX

Ce prix est réputé révisable selon les modalités décrites ci-après.

4.2.1. Coefficient de révision

Le coefficient de révision « Cn » applicable pour le calcul d'un acompte ou d'un paiement partiel définitif est donné par la formule :

$$Cn = [0,15] + [0,85] \times [I(n)-3 \text{ mois}]/[I(o)-3 \text{ mois}]$$

I(o) = valeur de l'indice ingénierie du « mois zéro » d'établissement du prix du marché précisé à l'article 4.2.2 ci-après

I(n) = valeur de l'indice ingénierie du mois de réalisation des prestations. Toutefois, si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

La périodicité de la révision devra suivre la périodicité des acomptes.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Les révisions des acomptes pourront être effectuées à l'aide des index publiés lors de l'établissement des demandes de paiement. Elles seront ensuite le cas échéant rectifiées à l'occasion du versement des demandes de paiement ultérieures au fur et à mesure de la publication des index applicables des mois auxquels les prestations se rapportent.

4.2.2. Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du **mois de la date limite de remise des offres**.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

4.2.3. Choix de l'indice de référence

L'index de référence est l'indice « ingénierie ».

4.3. MODALITES DE REGLEMENT

4.3.1. Avance

Dans le respect des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la Commande Publique, une avance est versée au titulaire du marché, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Etant donné que la durée du marché est supérieure à douze mois et en application de l'article R.2191-7, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite avant l'émission de la première demande de paiement. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues ultérieurement au titulaire au titre des règlements partiels définitifs et le cas échéant du solde du marché. Ce remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

4.3.2. Règlements partiels définitifs

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'acte d'engagement.

Elle est fractionnée, conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, selon l'échéancier de paiement des prestations suivant, à savoir :

PHASE CONCEPTION :

Stade APS	100 % à la remise au maître de l'ouvrage du rapport d'examen de l'APS	Poste I.1 de la DPGF
Stade APD/ permis de construire / autorisations administratives	100 % à la remise au maître de l'ouvrage du rapport préalable (stade APD/permis de construire/autorisations administratives)	Poste I.2 de la DPGF
Stade PRO	100% à la remise du rapport initial de contrôle technique	Poste I.3 de la DPGF

PHASE REALISATION ET LIVRAISON DES OUVRAGES :

Travaux préparatoires / Travaux Phase A / Travaux Phase B		
Période de préparation de chantier	5 % des honoraires	Postes II.A.1 & II.A.2 de la DPGF
Suivi du chantier :	95 % des honoraires sous forme d'acomptes mensuels proportionnels au délai prévisionnel de l'ensemble du chantier, période de préparation exclue. En cas de prolongation de délai, le montant mensuel des acomptes restants sera recalculé en fonction du nouveau délai prévisionnel des travaux	Postes II.A.1 & II.A.2 de la DPGF
Stade réception des ouvrages	80 % des honoraires à la remise du ou des rapport(s) final(aux) et du ou des rapport(s) de vérification initial(aux) des installations électriques 20 % des honoraires après remise au Maître de l'Ouvrage de toutes les attestations requises	Poste II.A.3 de la DPGF
Période de garantie de parfait achèvement	100% des honoraires à son expiration ou à la levée de l'ensemble des réserves	Poste II.A.4 de la DPGF

Travaux PSE n° 1		
Suivi du chantier :	100 % des honoraires sous forme d'acomptes mensuels proportionnels au délai prévisionnel de l'ensemble du chantier, période de préparation le cas échéant incluse. En cas de prolongation de délai, le montant mensuel des acomptes restants sera recalculé en fonction du nouveau délai prévisionnel des travaux	Postes II.B.1 & II.B.2 de la DPGF
Stade réception des ouvrages	80 % des honoraires à la remise du ou des rapport(s) final(aux) 20 % des honoraires après remise au Maître de l'Ouvrage de toutes les attestations requises	Poste II.B.3 de la DPGF
Période de garantie de parfait achèvement	100% des honoraires à son expiration ou à la levée de l'ensemble des réserves	Poste II.B.4 de la DPGF

Travaux PSE n°2		
Suivi du chantier :	<i>100 % des honoraires sous forme d'acomptes mensuels proportionnels au délai prévisionnel de l'ensemble du chantier, période de préparation le cas échéant incluse. En cas de prolongation de délai, le montant mensuel des acomptes restants sera recalculé en fonction du nouveau délai prévisionnel des travaux</i>	<i>Postes II.C.1 & II.C.2 de la DPGF</i>
Stade réception des ouvrages	<i>80 % des honoraires à la remise du ou des rapport(s) final(aux) 20 % des honoraires après remise au Maître de l'Ouvrage de toutes les attestations requises</i>	<i>Poste II.C.3 de la DPGF</i>
Période de garantie de parfait achèvement	<i>100% des honoraires à son expiration ou à la levée de l'ensemble des réserves</i>	<i>poste II.C.4 de la DPGF</i>

4.3.3. Mode de règlement

Le mode de règlement du marché sera le virement bancaire.

Les paiements seront effectués par les soins de Monsieur le Trésorier Principal du GIP « Logistique et Restauration Hospitalière ».

4.3.4. Délai de paiement – intérêts moratoires

Les paiements seront effectués suivant les règles de la comptabilité publique et notamment conformément aux dispositions des articles R.2191-23 à R.2191-31 du Code la Commande publique.

Le délai global de paiement des sommes dues est de **30 jours** à compter de la date de réception de la demande de paiement. Le point de départ dudit délai sera la date de réception de la facture, après exécution et/ou admission des prestations. Cette date sera constatée par l'ordonnateur.

Le délai de paiement pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application de l'article R. 2192-27 du Code de la Commande publique. Il notifiera à son cocontractant sa décision et les raisons l'ayant justifiée, conformément aux dispositions de l'article R.2192-28 dudit Code.

En application de l'article L.2192-13 du Code de la commande publique, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code la commande publique, le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros, en application de l'article D.2192-35 dudit Code.

4.3.5. Présentation et transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement établies par le titulaire du marché devront l'être dans le respect des dispositions des articles 11.2 à 11.8 du CCAG-PI.

Elles devront également comporter les mentions obligatoires stipulées par l'article D2192-2 du Code de la Commande publique.

Pour chaque demande de paiement, le titulaire du marché transmettra au Maître de l'Ouvrage une note d'honoraires qui devra comporter a minima le numéro de marché, ainsi que l'intitulé de la mission et le numéro chronologique d'honoraires.

A l'appui de chaque demande de paiement, le titulaire devra préciser l'avancement cumulé des prestations exécutées dans la DPGF du marché.

Le règlement des sommes dues au titre du marché fait l'objet d'acomptes, calculés à partir de la différence entre deux demandes de paiement successives.

Pour le versement du solde du marché, le titulaire du marché, devra adresser, une demande de paiement portant la mention « Décompte Général Définitif » ou « solde du marché ».

Les demandes de paiement seront adressées au Maître de l'Ouvrage impérativement par voie postale à cette adresse :

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (GIP)
« Logistique et Restauration Hospitalière »
A l'attention de Monsieur le Directeur
Hôpital Saint Jacques / Providence
85, rue Saint Jacques 44 093 NANTES CEDEX 01

Les conséquences d'une orientation erronée des factures seront imputables au seul cocontractant.

4.4. RETENUE DE GARANTIE - CAUTIONNEMENT

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie sur les paiements effectués au profit du titulaire du marché.

De plus, il sera dispensé de produire un cautionnement.

ARTICLE 5 : PENALITES

En cas de manquement du titulaire du marché à ses obligations, et sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-PI, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération.

Les pénalités de retard sont dues dès le premier euro et sont cumulables par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, l'ensemble des pénalités, sauf dérogation expresse, s'appliquent sur simple constatation, sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure préalable.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution de ses prestations et notamment la présentation de ses livrables, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont les montants sont précisés aux articles 5.1, 5.2 et 5.3 ci-après.

Pour le calcul du montant de la pénalité, les délais s'entendent en jours calendaires.

5.1. PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER ET AUTRES

En cas d'absence à un rendez-vous de chantier ou à une réunion où la présence du contrôleur technique était requise, la pénalité forfaitaire encourue sera de 150 € par absence.

Un retard de plus d'une heure sera considérée comme une absence.

5.2. PENALITES DURANT LA PHASE DE CONCEPTION

Le titulaire du marché encourt une pénalité journalière qui commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 22.4 du CCAG PI.

En cas de retard dans la remise des documents ou avis, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 100 € par document/avis.

5.3. PENALITES DURANT LA PHASE DE REALISATION

Le titulaire du marché encourt une pénalité journalière qui commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 22.4 du CCAG PI.

En cas de non-respect des délais prescrits, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 80 € par document/avis/réponse à question.

5.4. MODALITES D'APPLICATION

Le montant des pénalités s'entend toujours d'un montant hors taxe (HT). En effet, le montant des pénalités n'est pas assujéti à la TVA. En cas d'application de celle-ci, elles devront être déduites du montant TTC de l'acompte ou du solde à payer.

Une fois le montant des pénalités déterminées, la formule de variation prévue au marché leur est appliquée.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

6.1. Assurance RC professionnelle de droit commun

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le contrôleur technique devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle de droit commun, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

A tout moment durant l'exécution du marché, le contrôleur technique devra être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Maître de l'Ouvrage et dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

6.2. Assurance RC de responsabilité décennale

Le titulaire du marché doit également justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L.241-1 du Code des Assurances.

Ce contrat doit comporter au minimum les garanties suivantes :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil
- Un montant de garantie à hauteur de 3.000.000 € par sinistre ;
- Le montant maximum des chantiers pour lesquels le titulaire du marché est autorisé à intervenir, lequel ne devra pas être inférieur au coût total des travaux et honoraires HT tel que déclaré par le Maître de l'Ouvrage ;

Le titulaire du marché devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

A défaut de fourniture dans les délais impartis des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 100 €, pourront être appliquées.

A défaut de fourniture, dans un délai de 2 (deux) mois après notification du présent marché, des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 7 : UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application des dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

ARTICLE 8 : ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de la phase conception de l'ouvrage (phase I) ainsi qu'à l'issue de la (Phase II.A), valant partie technique au sens du CCAG-PI et visées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

8.2. INDEMNITES

Cette décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, entraîne la résiliation du marché par le Maître de l'Ouvrage.

Cette dernière n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 9 : RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

9.1. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

En application de l'article 33 du CCAG PI, la personne publique peut résilier le marché en tout ou partie sans qu'il y ait faute du titulaire et en dehors des cas prévus à l'article 38 dudit CCAG.

Elle n'est pas tenue de justifier sa décision.

Le montant de l'indemnité de résiliation sera obtenu en appliquant, au montant initial hors taxe du marché diminué du montant hors taxe non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 1% par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI.

9.2. RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE DU MARCHE

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire du marché et acceptées par le Maître de l'Ouvrage, sera rémunérée avec un abattement de 10 %.

Dans ce cas, la personne publique pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire en application de l'article 27 du CCAG-PI.

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié, aux torts du titulaire du marché, sans indemnité. La passation d'un nouveau marché pourra l'être à ses frais et risques

9.3. RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

Si le présent marché est résilié dans l'un cas prévus de l'article 38 du CCAG-PI, seule la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire du marché et acceptées par le Maître de l'Ouvrage sera rémunérée.

ARTICLE 10 : DIFFRENDIS ET LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Maître de l'Ouvrage et/ou l'Acheteur et le titulaire du marché ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la mission confiée au titulaire du marché les parties devront rechercher un accord à l'amiable, en application de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, tout litige sera porté devant le tribunal administratif de Nantes dont le siège est sis 6 allée de l'Ile Gloriette.

ARTICLE 11 : LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé	Articles du présent C.C.P. portant dérogation
4.1	1.9.1
4.2.1	1.9.3
14.1.1	5
14.1.2	5
14.1.3	5
40	9.1